

**Adresse aux autorités et ONG brésiliennes et étrangères,
au Rapporteur spécial des Nations unies sur les droits et libertés
fondamentales des peuples autochtones.**

de

Rosivaldo Ferreira da Silva - Cacique Babau
Représentant de l'organisation politique des Tupinambas de la Serra do Padeiro
Rosemiro Ferreira da Silva – *Pajé*
Représentant de l'organisation religieuse des Tupinambas de la Serra do Padeiro

Communauté de la Serra do Padeiro, 13 mai 2016

Le 5 Avril, le ministre Napoléon Nunes Maia Filho, de la Cour supérieure de Justice a rendu une décision suspendant la démarcation de la terre indigène Tupinamba de Olivença. Compte tenu de la gravité de cet événement, nous, les Tupinambas de la Serra do Padeiro, l'une des communautés qui vit au sein de ce territoire, présentons cette dénonciation et sollicitons le gouvernement brésilien et aux organisations internationales de prendre les mesures nécessaires pour empêcher que nos droits continuent d'être violés. Seulement au cours de ces dernières années, plus de 30 Tupinambas ont été tués. Existe-t-il plus forte violence que de voir nos parents se faire assassiner, sans que personne ne soit tenu pour responsable et encore de nous voir nier le droit à notre terre ?

En réponse à la décision du ministre, nous présentons un compte rendu historique de ce à quoi notre peuple fait face depuis ces 500 dernières années. Contrairement aux dires des agriculteurs et entrepreneurs de l'action reçue par le ministre, malgré toute la violence, nous ne sommes jamais sortis de notre terre.

En 1500, quand les Européens sont arrivés ici, ils ont aussitôt déclaré que les Tupinambas étaient des ennemis de la Couronne portugaise et qu'ils devaient être exterminés et expulsés de leurs territoires. Dans la Capitainerie de Saint Jorge d'Ilhéus, nous avons été mis en esclavage dans les exploitations de canne à sucre, nous avons réagi et avons souffert des représailles de la Couronne portugaise au cours du massacre ordonné par Mem de Sá, en 1559. Ainsi, notre peuple a dû lutter contre les Hollandais afin de les expulser de Bahia. Ensuite, nous avons dû lutter contre les Français au cours de la Confédération des Tamoios. Et nos droits nous ont toujours été refusés.

En 1680, ils ont créé la Réduction jésuite de Notre-Dame *da Escada*, pour emprisonner les Tupinambas. Dans la Réduction, ils se sont efforcés de nous retirer notre langue, notre croyance, notre religion – afin de tout nous enlever. Mais, nous, les Tupinambas nous avons toujours eu la rébellion et lutté pour ne pas laisser les autres occuper complètement notre territoire. Lorsque le gouvernement a réalisé que malgré la Mission, nous continuions à croire, il a

décidé qu'elle devait être anéantie et élevée à la situation de ville, ce qui est arrivé en 1758. Durant cette période, les Tupinambas ont eu certains droits, comme celui d'élire les conseillers de la Chambre d'Olivença, qui est même venue à être présidée par un autochtone, Nonato do Amaral. Cependant, les Blancs l'ont fait partir. Les autochtones ont résisté et ont tué ceux qui ont été envoyés pour diriger la Chambre. Nonato do Amaral a été arrêté et la pression des Blancs a fortement augmenté. Pour expulser les autochtones, ils ont déterminé que, dès lors, il était interdit de construire des maisons en terre dans la ville parce qu'ils savaient que les autochtones ne pouvaient pas se permettre de construire des maisons en briques. De cette façon, les Blancs prenaient possession de la villa d'Olivença, en construisant des maisons d'été et des hôtels.

Nous avons participé aux luttes ici à Bahia afin de provoquer l'indépendance du Brésil. Par la suite, nous avons dû participer à la guerre du Paraguay. Afin que les enfants des colonels du cacao soient épargnés, ils ont envoyé les autochtones de notre famille pour faire la guerre à leur place et ont promis que quand nous reviendrons, ils nous laisseraient libres chez nous. Nous sommes revenus en vie, mais la promesse n'a pas été tenue : nous n'avons toujours pas le droit à la terre. Dans les années 1920, ils ont déterminé qu'il fallait faire construire un pont reliant la ville d'Ilhéus à Olivença, de sorte que les Blancs puissent occuper plus rapidement notre territoire. Marcellino José Alves, Tupinamba, réagit en convoquant le peuple afin d'empêcher la construction du pont et est sévèrement persécuté et emprisonné à maintes reprises, jusqu'à ce qu'en 1937, il disparaisse.

En 1926, le ministère de la Guerre a démarqué 50 lieues carrées pour les Pataxos, Tupinambas et Aricobés. Cependant, la réserve Caramuru-Paraguaçu a été réduite à 54 000 hectares. À ce moment-là, nous avons été déclarés communistes et nous avons été persécutés par le gouvernement de Gétúlio Vargas qui nous a obligés à vivre dans la clandestinité pendant des années. Celui qui contrôlait alors la région était le Docteur Almeida - ici, tout le monde était « docteur » -, qui avait beaucoup d'hommes armés sous son pouvoir et a essayé de redistribuer les terres des Tupinambas aux Blancs. Les autochtones qui résistaient se faisaient tuer ou déporter, emmenés à la mission de Santa Rosa ou au Monte Pascoal. Nous avons réagi même dans cette situation. Le gouvernement brésilien, réalisant qu'il ne pouvait pas simplement nous expulser, a essayé de nous transformer en agriculteurs. Il a divisé nos terres en petits lots dans le but de nous voir vivre prisonniers des Blancs. Nous travaillions et travaillions, moments pendant lesquels le délégué de police en profitait pour envahir nos terres en disant que l'agriculteur avait signalé que le cacao qui séchait dans notre barge lui appartenait. Le délégué venait avec la police, armée, réunissait le cacao qu'on avait ramassé, le récupérait et il nous restait plus que la faim. Ce fut notre lutte jusque dans les années 1980.

Et maintenant, après être parvenus à ce que le gouvernement réalise les études pour la démarcation de la terre, à prouver que nous existons et que nous sommes au même endroit, subissant le même massacre, le gouvernement brésilien nous attaque à nouveau. La presse continue à faire ce qu'elle a toujours fait : en disant que nous sommes de faux « Indiens », que nous sommes des sauvages et que nous devons être morts. Comme toujours, les juges continuent

du côté des envahisseurs, donnant toujours gain de cause aux non autochtones et transformant toute notre vie en un enfer.

En 2008, notre communauté a été attaquée par 180 policiers avec des véhicules, des hélicoptères et corbillards. Ils ont tiré avec des fusils calibres 50, ont lâché des bombes sur nos têtes, ont fait de tout. En 2009, cinq autochtones ont été torturés par la police avec des chocs électriques. De 2013 à 2014, le gouvernement occupe nos maisons, crée des bases militaires dans nos terres pour tenter de nous contraindre. Pourtant, comme toujours, nous ne sommes pas sortis du territoire. Depuis lors, plus de 30 autochtones ont été assassinés et personne n'a été arrêté. Seuls les autochtones sont arrêtés sur des fausses accusations et des flagrants forgés. Et maintenant, nous devons écouter le juge fédéral d'Ilhéus, Lincoln Pinheiro Costa, dire que nous devons trouver un accord et céder notre terre. Il dit que notre terre doit être délimitée en « îles », en laissant la plage en dehors. Comment sera la situation des Tupinambas de la plage sans elle ? Le juge affirme qu'il est nécessaire de « pacifier » la région. Nous lui demandons donc : pacifier pour qui ? Parce que c'est nous qui y vivons, c'est nous qui y sommes enterrés tout au long de l'histoire.

Nous nous adressons donc au gouvernement brésilien, sous ses différents organes et demandons : ou qu'il nous rende nos terres et tout simplement, arrête de dire que nous ne sommes pas Tupinambas : ou qu'il envoie nous tuer en moins d'un an et mette le Blanc à notre place. Mais prenez une décision immédiate. Ni les adultes ni les enfants ne peuvent vivre dans cet enfer. Nous sommes dans notre terre, nous travaillons et quand on s'y attend le moins, la police arrive pour nous expulser. Au cours des dernières années, la police a essayé de nous expulser. Ces dernières années, la police a essayé de nous tuer des dizaines de fois. Voyez la gravité de ce que nous disons : nous ne sommes pas en train de nous référer aux actions des agriculteurs ou des entrepreneurs ; mais à celles du gouvernement brésilien, par le biais de sa police, qui tente de mettre fin à la communauté à tout prix. Comment pouvons-nous affronter une telle lutte ? Quelle est la chance que nous avons de gagner ?

Vous n'avez nulle part où nous emmener parce que nous n'avons jamais été d'un autre endroit. Les agriculteurs et les entrepreneurs disent que nous ne sommes pas les occupants traditionnels de cette terre. Ce n'est pas à eux de le dire mais à nous, qui habitons ici, qui sommes les anciens qui vivent encore sur cette terre et ont des histoires, beaucoup d'histoires, à propos du Blanc qui a toujours rendu leur vie infernale. Le ministre qui a ordonné de suspendre la démarcation de nos terres n'est jamais venu ici, nous ne savons pas qui il est. Ce que nous savons c'est que le système judiciaire brésilien a toujours une excuse pour laisser tout aux mains des envahisseurs. Toujours. Sachez-le : personne n'a jamais gouverné et ni ne gouvernera les Tupinambas de la Serra do Padeiro.

Nous voulons que ce gouvernement décide rapidement. Et nous demandons également que la communauté internationale et l'Eglise catholique se positionnent. Personne ne peut vivre mille ans dans ces circonstances, circonstances avec lesquelles nous avons déjà vécu plus de 500 ans.

Rosivaldo Ferreira da Silva - Cacique Babau
Représentant de l'organisation politique des Tupinambas de la Serra do Padeiro

Rosemiro Ferreira da Silva – *Pajé*
Représentant de l'organisation religieuse des Tupinambas de la Serra do
Padeiro

Message adressé à :

Ao Exmo. Sr. Michel Temer Presidente da República
Ao Exmo. Sr. Alexandre de Moraes Ministro da Justiça
Ao Exmo. Sr. Valdir Maranhão Presidente da Câmara dos Deputados
Ao Exmo. Sr. Renan Calheiros Presidente do Senado Federal
Ao Exmo. Sr. Ricardo Lewandowski Presidente do Supremo Tribunal de Justiça e
Presidente do Conselho Nacional de Justiça
À Exma Sra. Deborah Duprat Coordenadora da 6a Câmara de Coordenação e
Revisão do Ministério Público Federal
Ao Exmo. Sr. Rui Costa Governador do Estado da Bahia
Ao Exmo. Sr. Marcelo Nilo Presidente da Assembleia Legislativa da Bahia
A Dom Sérgio da Rocha Presidente da Conferência Nacional dos Bispos do Brasil
Ao Exmo. Sr. André Augusto Bezerra Presidente da Associação Juízes para a
Democracia
À Exma. Sra. Victoria Tauli-Corpuz Relatora da Organização das Nações Unidas
para os Direitos dos Povos Indígenas
À Exma. Sra. Phumzile Mlambo-Ngcuka Diretora-executiva da Entidade das
Nações Unidas para a Igualdade de Gênero e o Empoderamento das Mulheres
Ao Exmo. Sr. Luis Almagro Secretário-Geral da Organização dos Estados
Americano
Ao Exmo. Sr. James Cavallaro Presidente da Comissão Interamericana de Direitos
Humanos
Ao Exmo. Sr. Saúl Ortega Presidente do Parlamento do Mercosul
Ao Exmo. Sr. João Cravinho Embaixador da União Europeia no Brasil
Ao Exmo. Sr. Francisco Ribeiro Telles Embaixador de Portugal no Brasil
Ao Exmo. Sr. Laurent Bili Embaixador da França no Brasil
Ao Exmo. Sr. Han Peters Embaixador do Reino dos Países Baixos no Brasil
Ao Santíssimo Padre Francisco
Ao Exmo Sr. Salil Shetty Secretário-geral da Anistia Internacional